



Les peuples autochtones souhaitent être reconnus pour leur contribution-dans le ralentissement du changement climatique

En quelques années à peine, la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) est devenue une préoccupation majeure pour la communauté internationale, aujourd'hui bien consciente que le réchauffement climatique mondial qui en découle va avoir des répercussions socio-économiques dramatiques pour la planète.

Principale cause de dispersion de carbone dans l'atmosphère, la combustion des énergies fossiles est le premier facteur sur lequel nous pouvons agir. Cela s'est concrétisé par une série de mesures visant à réduire notre consommation énergétique (efficacité énergétique, réduction de notre empreinte écologique) tout en stimulant le recours aux énergies renouvelables. Or ces décisions s'avèrent nettement insuffisantes dans un contexte mondial de croissance démographique et économique chaque fois plus énergivore et destructeur d'espaces naturels. Conséquence logique de cette situation, la déforestation essentiellement concentrée en zone tropicale (Amazonie, Afrique centrale et Malaisie/Indonésie) est devenue la seconde cause du réchauffement climatique, soit entre 20 et 25 % dans les émissions mondiales de CO₂.

Face à cette problématique pourtant urgente, pays riches et pays du Sud se renvoient la balle depuis maintenant plus de dix ans. Au Nord, on considère que les pays en développement doivent aussi faire des efforts et prendre rapidement des mesures concrètes. Au Sud, on met en avant que les pays riches ne doivent pas compromettre le développement des plus pauvres et donc financer massivement la lutte contre le changement climatique dont ils sont historiquement les principaux responsables...

Durant toutes ces années afin de dépasser ces antagonismes, mais surtout pour éviter de payer la facture écologique, on a misé sur des mesures visant à orienter progressivement l'économie de marché vers des choix plus écologiques. Ainsi sont nés les Mécanismes de Développement Propres (MDP) et un marché libre du carbone très dynamique. En fait, les résultats sont bien décevants, voire catastrophiques : ils ont en particulier favorisé de manière pernicieuse la disparition des forêts anciennes au profit des plantations de palmiers à huile ! Mais surtout, la

déforestation s'est accélérée¹...

A la Conférence de Bali fin 2007, est apparu sur le devant de la scène un nouvel engagement possible, la « déforestation évitée » avec à la clé d'après discussions toujours en cours pour la mise en place d'un mécanisme que l'on espère plus efficace : la REDD (Réduction des Emissions provenant de la Déforestation et de la Dégradation des forêts). Celui-ci s'inspire d'un précepte pourtant évident mais longtemps négligé : « Avant de reboiser, il faut ralentir la déforestation »².

Les arguments ne manquent pas. Tout d'abord, une forêt tropicale renferme deux à trois fois plus de carbone qu'une plantation, il faut donc protéger ces stocks et tout faire pour ne pas les relâcher dans l'atmosphère. Fait nouveau, les scientifiques ont démontré que le bilan carbone des forêts tropicales matures, c'est à dire à l'équilibre, n'est pas neutre comme on le pensait depuis 40 ans, mais positif : elles stockent en moyenne chaque année 1 tonne de carbone par hectare, soit au total 2 milliards de tonnes de carbone par an, représentant au moins 10 % de la capacité de séquestration du carbone sur terre.

Rappelons d'autres arguments, plus généraux cette fois-ci, à ne pas oublier : la biodiversité des forêts tropicales source de richesses, leur rôle dans le cycle de l'eau, la rétention de l'humidité sur la ceinture équatoriale et son rôle déterminant dans la stabilité des grands courants et climats mondiaux, leur importance socio-économique pour plus d'un milliard et demi de personnes vivant directement à proximité.

Si tout le monde est d'accord pour stopper la déforestation, c'est la manière pour s'y prendre qui pose problème. Toutes les ONG environnementalistes tirent la sonnette d'alarme pour rappeler qu'il y a urgence à agir, l'Amazonie pouvant disparaître d'ici à 2070 si rien n'est fait, voire même pour les plus pessimistes, entrer dans un processus irréversible de savanisation ou désertification, dès 2040 !

Mais surtout, elles émettent de sérieux doutes quant à laisser les dernières forêts vierges à la merci du marché boursier des Echanges Carbone³ dont la fragilité est apparue au grand jour en Septembre 2008...

Elles ont choisi de militer pour la création d'un fond international contre la déforestation alimenté par une taxe carbone sur les transports⁴. Tel un écho, le Brésil, l'Equateur et d'autres pays ont fait savoir qu'ils étaient prêts à s'engager sur un objectif « Zéro Déforestation d'ici 2050 », si la communauté internationale était prête à s'unir pour les financer...

De quelle somme parle-t-on ? La Banque Mondiale évalue le coût de la déforestation évitée à 25 USD/hectare/an, soit tout de même la coquette somme de 100 milliards de dollars/an, l'équivalent de l'aide publique mondiale au développement pour l'année 2005 !

En attendant qu'une partie de ces fonds soient votés (peut-être à Copenhague fin 2009), les discussions portent sur la manière la plus adéquate de financer localement l'arrêt de l'exploitation irraisonnée des forêts conduisant à leur destruction. La pression est telle sur le front de

déforestation⁵ qu'il sera très difficile « *d'empêcher un pauvre de couper la seule ressource qu'il a à sa disposition pour manger* » comme l'a déclaré le président brésilien Lula da Silva⁶...

C'est bien là, le centre de toutes les préoccupations : comment en pratique va-t-on pouvoir inverser la tendance face à une cohorte de paysans sans terres vivant en dessous du seuil de pauvreté⁷ ?

Il est à s'inquiéter que les peuples autochtones soient mis à l'écart de ses aides qui arriveront en priorité sur le front de colonisation, délaissant les grandes extensions de forêts qu'ils ont toujours su préserver depuis des milliers d'années. L'exemple nous est donné par l'Equateur qui vient de lancer fin 2008, le *Sociobosque*, un programme novateur de « Réserves Forestières Sociales », à financer par la REDD, qui se propose de rémunérer les propriétaires fonciers à hauteur de 30 USD/an/hectare s'ils s'engagent à conserver leur forêt intacte. Déjà le gouvernement a annoncé qu'il ne prendrait en compte que 10 % au maximum des territoires autochtones et à hauteur de seulement 3 USD/an/hectare...

Le cas des Indiens Shiwiar d'Equateur est exemplaire à cet égard : 1.200 indiens propriétaires de 210.000 hectares de forêts primaires dont le niveau de vie est très inférieur à la moyenne régionale. Ils ne recevront que 63.000 USD/an (s'ils sont retenus !), soit à peine 52 dollars par habitant et par an, alors que les propriétaires de petites parcelles de forêt de 20 hectares pourront toucher 600 USD/an d'indemnisation, soit 50 % de leurs revenus, un chiffre insuffisant pour garantir la conservation réelle de ces morceaux de forêts, perdus au milieu des surfaces agricoles.

En fait, l'économie totale des 1.200 Shiwiar est estimée à 410.000 USD/an incluant toutes les aides de l'Etat sous différentes formes et tous les projets d'aides au développement sur leur territoire, soit 2 USD/hectare/an, un chiffre dix fois inférieur au coût de la déforestation évitée précédemment cité. Dans ce cas précis et à l'inverse de ce qui est fait, il serait possible de subventionner une forêt ancienne, grande comme la totalité de l'agglomération parisienne à moindre coût, tout en assurant à ses habitants ancestraux un revenu convenable. Reste que les critères actuels de la déforestation sont jugés par rapport au front de colonisation et non en forêt profonde, ce qui pénalise les Indiens.

Citons d'autres exemples issus de la compensation carbone gérée par l'économie de marché qui défavorisent les peuples autochtones.

L'additionnalité : Un projet est additionnel s'il n'a pu se réaliser que grâce au financement apporté par la vente des réductions d'émission qu'il génère. Toutes les populations qui ont su maintenir une relation durable avec leur environnement sont d'emblée disqualifiées*. Les aides se portent donc vers les endroits les plus dégradés, déjà déboisés, et notamment vers le reboisement qui produit à court terme un plus grand stockage de carbone...

La permanence : les gains de carbone doivent être assurés pour 100 ans. Les aides se portent sur des projets faciles à mettre en œuvre, comme par exemple l'implantation de moyens de

chauffage et de cuisson utilisant les énergies renouvelables qui par ailleurs font tourner la machine économique...

Des réductions de CO₂ quantifiables : le projet doit apporter un gain carbone parfaitement quantifié : toutes les zones éloignées, difficilement accessibles, mal connues, vastes ou peu étudiées sont défavorisées, alors qu'elles sont précisément les plus riches en biodiversité...

Absence de fuites : un projet durant sa réalisation ne doit pas générer des émissions de carbone « collatérales ». Les projets dans des parcs nationaux, vides de toute population, sont privilégiés...

Ce sont des situations comme celles-ci qui rendent les peuples autochtones particulièrement méfiants lorsque des programmes gérés par les Etats, par ailleurs minés par la corruption, se mettent en place sur leurs territoires. Ils savent par expérience que les aides ne leur parviennent jamais, qu'ils sont rarement consultés ou que lors de la création de parcs naturels, certaines ethnies furent parfois déportées ou le plus souvent expropriées, faisant par la même les frais de politiques environnementalistes. L'histoire risque donc de se répéter tant il est fait peu de cas du sort des peuples de la forêt.

"Nous voulons exercer notre droit de décider de l'avenir des forêts tropicales. Les populations des forêts qui ne déboisent pas doivent recevoir leur part des bénéfices provenant de fonds internationaux ou des crédits carbone." C'est en substance ce que réaffirmaient 650 représentants autochtones des cinq continents dans la Déclaration de Manaus⁸ en Avril 2008. Ils s'élevaient déjà en 2006 contre les services environnementaux et les tractations boursières « qui faisaient de l'argent dans les villes tout en continuant à polluer la planète »⁹. Ils sont bien décidés à faire entendre leurs voix et à être enfin reconnus pour leur rôle actif et déterminant dans le ralentissement du changement climatique.

Cette reconnaissance passe par la restitution de leurs terres ancestrales sous forme de titres fonciers lorsque cela peut encore l'être, mais aussi par la possibilité de pouvoir gérer leurs forêts, selon leur vision traditionnelle de la nature (ou cosmovision), puisqu'il est établi que la vitesse de déforestation est 17 fois plus faible dans les territoires autochtones que pour le reste de l'Amazonie brésilienne.

A l'heure où « la maison brûle », les forêts autochtones ne doivent pas être oubliées dans les mécanismes REDD de la déforestation évitée, car elles incarnent encore les principes de vie d'une humanité véritablement durable... Elles ne sont pas une masse de carbone ou des alignements d'arbres attendant sagement que l'homme moderne parvienne à réduire à grand peine son empreinte écologique. Elles sont les partenaires vivants et interactifs d'hommes et de femmes qui connaissent les vertus de l'humilité et de la sobriété.